



## Goldman Sachs copropriétaire de la plus grande compagnie étasunienne pour l'exploitation de la prostitution de mineures

Financiers et industrie du sexe

Par [Lucio Manisco](#)

Mondialisation.ca, 03 avril 2012

[Considérations inactuelles N. 38 2 avril 2012.](#) 3 avril 2012

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits des femmes](#)

Les affaires sont les affaires et, n'en déplaise à « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme » de Max Weber, celle du plus vieux métier du monde, surtout quand il est exercé, sous coercition, par les mineures, est une affaire excellente. Comment cela pouvait-il être ignoré par la plus grande banque d'affaires du monde qui, malgré ses responsabilités de tout premier rang dans la crise économique qui est en train de bouleverser la planète, continue à occuper les plus hauts sommets de gouvernements et les plus grands instituts internationaux occidentaux ? Non ignoré, non, par la société Goldman Sachs qui, depuis l'année 2000 jusqu'à il y a un mois, a acheté et co-dirigé une participation de 16% dans la plus grande compagnie étasunienne spécialisée, avec son site Web, dans la promotion et l'exploitation de la prostitution surtout des mineures. A son insu ? Difficile de le soutenir comme elle a tenté de le faire parce que dans le conseil d'administration de la compagnie, la Village Voice Media, siégeait Monsieur Scott L. Lebovitz, un des managing directors de Goldman, au moins jusqu'en 2010 : où la magistrature et le Congrès ont lancé les premières enquêtes sur les activités lucratives de la compagnie, qui détenait aux Usa 70% de la promotion de ce marché ignominieux. Au début de 2010, Lebovitz a donné sa démission mais Goldman Sachs ne s'est débarrassée de cette encombrante co-participation que le 29 mars de cette année là.

C'est le [New York Times](#) du 1er avril qui a révélé les résultats d'une enquête menée par Nicholas D. Kristof, un des plus fameux journalistes et commentateurs économiques du quotidien. « La plus grande plateforme du trafic sexuel de jeunes filles mineures aux Etats-Unis -écrit Kristof - semble être un site Internet appelé Backpage.com ; ce véritable magasin de filles et femmes, mineures et obligées de se prostituer, est lui-même la propriété d'une compagnie équivoque du nom de Village Voice Media. Jusqu'à hier on ne savait pas clairement qui en était propriétaire. Nous avons résolu le mystère. Il apparaît que les vrais propriétaires incluent des sociétés financières, parmi lesquelles figure Goldman Sachs dans une proportion de 16% ». Le journaliste rapporte l'embarras de Goldman Sachs quand elle a été interpellée à ce propos, et le « rythme frénétique » avec lequel elle s'est immédiatement défait de sa participation actionnaire. « Nous n'avons eu aucune influence sur la conduite de cette compagnie », a été le commentaire d'Andrea Raphael, porte-parole de Goldman Sachs : ce qui peut aussi vouloir dire que le géant de la finance étasunienne et mondiale savait et n'a rien fait pour changer ou modifier la nature des transactions sur le

trafic sexuel de Village Voice Media.

C'est peu dire à quel point il est inconvenant de penser que Mario Monti, principal consultant de Goldman Sachs pour l'Europe, fût au courant de l'implication, même la plus marginale, de l'établissement financier dans la prostitution des mineures en terre d'Amérique (du Nord, Ndt) et dans les autres continents de la planète.

[www.lucio manisco.eu](http://www.lucio manisco.eu)

*Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio*

La source originale de cet article est [Considérations inactuelles N. 38 2 avril 2012.](#)  
Copyright © [Lucio Manisco](#), [Considérations inactuelles N. 38 2 avril 2012.](#), 2012

---

Articles Par : [Lucio Manisco](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)